

Date : 07/09/11

Chatel-Chevènement : droite et gauche à contre-emploi

Anna Topaloff - Marianne

L'un est de droite, l'autre de gauche. Tous deux ont été (et l'un est toujours) à la tête du ministère de l'Education Nationale : dans un livre d'entretiens, ils confrontent deux visions radicalement opposées de ce que doit être l'école. Un avant-goût de la campagne 2012. Et une grosse surprise : la quasi autocritique de Jean-Pierre Chevènement sur son objectif de 80% d'une classe d'âge au niveau bac.



Luc Chatel prône l'abolition totale de la carte scolaire et la mise en place d'un système où « chaque établissement a un projet qu'il présente aux parents, et les parents décident librement de l'établissement de leur enfant ». A l'inverse, Jean-Pierre Chevènement, promoteur d'une « école républicaine » propose de « revoir le découpage des secteurs pour favoriser la mixité sociale ». Autre thème, autre opposition frontale : Luc Chatel appelle au « renversement d'une tradition de l'école française » pour qu'enfin, « ce ne soit plus à l'élève de s'adapter au système scolaire, (mais) à l'école de prendre en compte les besoins de chaque élève ». Jean-Pierre Chevènement estime, lui, que la mission de l'école n'a pas changé depuis Jules Ferry : « la transmission des valeurs collectives » qui permettent de vivre ensemble ».

Même désaccord sur la question des rythmes scolaires : Luc Chatel assure que les longues journées des écoliers nuisent à la qualité de leur travail, Jean-Pierre Chevènement est persuadé que l'on « n'apprend pas mieux en travaillant moins ». Et quand Luc Chatel a les yeux de Chimène que pour le modèle allemand où les après-midi sont consacrées aux activités extra-scolaires, sportives ou culturelles, Jean-Pierre Chevènement dénonce « l'inégalité » d'une telle mesure car « dans les quartiers, il n'existe pas les activités de substitution qui permettraient qu'on s'occupe des enfants pendant le moment où l'école n'existe plus. »

Évaluation du site

Ce site émane de l'hebdomadaire Marianne. Il diffuse l'actualité politique française sous forme de brèves, d'interviews et de dossiers divers.

Cible
Grand Public

Dynamisme* : 7

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

Mais le meilleur moment du livre est sans conteste celui où Chevènement revient sur le mot d'ordre « 80% d'une classe d'âge au bac ». Promoteur de cette politique visant à augmenter considérablement le nombre de bacheliers, Jean-Pierre Chevènement pointe, pour la première fois, les dérives qu'elle a engendrées.

Régulièrement interrogé sur la question, Jean-Pierre Chevènement n'avait jamais remis en cause le bien-fondé de sa réforme lancée en 1985. Certes, il continue d'affirmer que sa politique avait du sens à l'époque, quand la société française créait de nouveaux emplois correspondant à cette évolution de formation. Mais, dans la mesure où, de nos jours, le nombre de postes qualifiés disponibles n'est plus ce qu'il était, il reconnaît que « l'on a assisté à une certaine dévalorisation du diplôme ». Et il enfonce le clou : « un diplôme parcimonieusement distribué a plus de valeur, pour son titulaire, qu'un diplôme qui est aujourd'hui acquis par plus de la moitié d'une classe d'âge ». Une petite phrase qui sonne comme une évidence pour la plupart des Français mais qui fâchera sans nul doute Jean-Pierre Chevènement avec son nombre de ses amis. A commencer par Daniel Bloch, ancien Président du Comité Education Economie, qui lui avait soufflé cette brillante idée. Lui ne regrette rien et dans un livre paru l'année dernière, il est même allé plus loin en évoquant l'objectif de « 100% d'une classe d'âge au Bac ! ».

Détail amusant : lancé par la gauche, le mot d'ordre « 80% d'une classe d'âge au Bac » est donc aujourd'hui revendiqué et même vanté... par la droite ! Ainsi, quand le premier remet en cause un concept qu'il a lui même mis en place, il se fait vertement tancé par le second ! Pour Luc Chatel, ce n'est pas le Bac qui a perdu de sa valeur, mais « le niveau d'exigence des employeurs qui a monté ». A ses yeux, si les entreprises qui embauchaient autrefois au niveau Bac, recrutent aujourd'hui à Bac+2, c'est parce que « le niveau d'exigence de leurs clients s'est accru ». Parce que eux aussi ont le Bac, peut-être ? Persuadé que « l'arme anti-crise, c'est le diplôme », il rappelle que « 95% des Bac+5 s'insèrent professionnellement dans les 18 mois ». Dommage que Jean-Pierre Chevènement ne lui rappelle pas que moins de 20% de la population disposent d'un tel niveau de formation. Nul doute que si 80% des Français sortaient d'un master 2, le taux d'emplois des sur-diplômés serait moins fort...

(1) Le monde qu'on leur prépare, entretiens croisés entre Luc Chatel et Jean-Pierre Chevènement dirigés par Nicolas Beytout, éditions Plon

(2) Ecole et démocratie, pour remettre en route l'ascenseur économique et social, **Presses Universitaires de Grenoble** .